

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MASSET

RUE DU BOUT DU BAS
27150 Puchay

Références : UBDEO.ERA.2025.07.225.DB
Code AIOT : 0030100119

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement MASSET implanté RUE DU BOUT DU BAS 27150 Puchay. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection des installations de la SARL MASSET a été réalisée dans le cadre du **Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC)**. Cette inspection a porté sur les thèmes suivants :

1. **Situation administrative** : Vérification de la conformité des autorisations et déclarations de l'installation.
2. **Agrément VHU** : Contrôle du respect des conditions liées à l'agrément de centre Véhicules Hors d'Usage 5VHU).
3. **État des aires de rétention et clôtures** : Examen des infrastructures visant à prévenir les pollutions et à sécuriser le site.
4. **Collecte des effluents** : Évaluation des dispositifs de gestion et de traitement des eaux

pluviales et des effluents.

5. **Moyens d'alerte et de lutte incendie** : Vérification de la disponibilité et de l'opérabilité des équipements de sécurité incendie.
6. **Contrôle des installations électriques** : Audit de la conformité et de l'entretien des systèmes électriques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSET
- RUE DU BOUT DU BAS 27150 Puchay
- Code AIOT : 0030100119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL MASSET est une entreprise spécialisée dans la **collecte de véhicules hors d'usage (VHU)** et le **recyclage de métaux**. En tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), elle est soumise à plusieurs rubriques de la nomenclature :

- 2712-1 (E) - Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage
- 2718-1 (A) - Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Agrément VHU - Audit annuel	Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 1 et Chapitre 8.5 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Etat des aires de rétention et clôture - Directives d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-IV et art. 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Collecte des effluents - Surveillance	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 33. Art. 4.3.10 de l'arrêté du 27 octobre 2010	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article Chapitre 1.2 et 3 du récépissé du 11 avril 2014	Sans objet
4	Etat des aires de rétention et clôture - Caractéristiques des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
5	Etat des aires de rétention et clôture - Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15 et art. 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008	Sans objet
6	Collecte des effluents - Entretien	Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article 4.3.4 et art. 27 de l'arrêté du 26 novembre 2012	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article 7.6.3, 7.6.3.1, 7.6.3.2 et art. 20 de l'arrêté du 26 novembre 2012	Sans objet
10	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 et 7.3.3 de l'arrêté du 27 octobre 2008	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de la SARL MASSET, menée dans le cadre d'un programme pluriannuel de contrôle, n'avait pas vocation à être exhaustive mais a ciblé des thèmes spécifiques. Cette visite a mis en lumière plusieurs points importants concernant la conformité administrative et opérationnelle de l'établissement. Pour une compréhension détaillée de chaque point de contrôle, se référer au paragraphe §2-4) *Fiches de constats* du rapport d'inspection.

Points de conformité générale

Globalement, l'installation est bien gérée et maintient un bon niveau de conformité sur les thèmes contrôlés :

- **Installations électriques** : Les installations électriques sont conformes et font l'objet de vérifications annuelles régulières
- **Moyens de lutte contre l'incendie** : Les équipements sont adéquats, avec une réserve d'eau de 120 m³ et des extincteurs contrôlés annuellement le 25 avril 2025.
- **Sécurité et circulation** : Le site est sécurisé par une clôture, un portail et un système de vidéosurveillance. Les voies de circulation sont dégagées.
- **Gestion des batteries et pneumatiques** : La gestion des batteries et des pneumatiques respecte les seuils.
- **Imperméabilité des sols** : Les sols des aires de travail et de rétention sont conformes aux exigences d'imperméabilité.

- **Fluides frigorigènes** : L'exploitant justifie de sa compétence pour la manipulation des fluides frigorigènes grâce à une attestation de capacité de catégorie 5.
- **Rapport d'audit** : L'exploitant a communiqué le rapport d'audit.

Points nécessitant des actions correctives

Plusieurs observations et non-conformités ont été identifiées, nécessitant des actions de la part de l'exploitant, à l'exception du premier point qui relève de l'administration :

- **Situation administrative** : Bien que l'exploitant ait sollicité le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique ICPE 2713-1 (stockage et récupération de métaux) dès le 25 janvier 2012, cette demande n'a jamais été officialisée par un récépissé de fonctionnement. **Afin de régulariser la situation, l'inspection propose un projet de récépissé en annexe du présent rapport.**
- **Empilement des VHU** : La hauteur des véhicules dépollués empilés dépasse les 3 mètres autorisés, **constituant une non-conformité.**
- **Surveillance des effluents (eaux pluviales)** : Bien que la réserve d'eau incendie soit exempte d'irisation, la présence de boues en surface du bassin décanteur primaire, combinée à l'absence d'analyses annuelles depuis mars 2020 (qui révélaient des dépassements significatifs en DCO, MES et hydrocarbures), exige que l'exploitant procède à des analyses annuelles et réévalue la fréquence de curage, si besoin, pour optimiser le traitement des effluents.
- **Plan de défense incendie** : Bien qu'initialement non informé de la nouvelle exigence concernant le plan de défense incendie (article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012), l'exploitant s'est engagé à le mettre en place et a transmis une ébauche à l'inspection pour avis le 23 avril 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article Chapitre 1.2 et 3 du récépissé du 11 avril 2014									
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative									
Prescription contrôlée :									
CHAPITRE 1.2 Nature des installations									
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées									
Rubrique	Alinéa	A, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
167	a	A	Déchets industriels	Station de transit	Sans seuil	-	-	10	t

			industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination de)	transit des déchets industriels tels que des batteries (10 t maximum)					
286	-	A	Métaux (stockage et activités de récupération des déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc.	Stockage et récupération des déchets de métaux	Surface utilisée	S > 50	m ²	3000	m ²
1220	-	NC	Oxygène (emploi et	Stockage maximum al de :	Quantité totale suscep	Q < 2	t	0,024	t

			i e t stocka ge de l')	al de : 24 kg	suscep tible d'être stocké e				
1412-2	-	NC	G a z combu stible liquéfi é (stock age en réserv oirs manuf acturé s de)	Quanti t é totale suscep tible d'être stocké e : 12 kg	Quanti t é totale suscep tible d'être stocké e	Q < 6	t	0,012	t
1432	2	NC	Liquid e s inflam mable s (stock age en réserv oirs manuf acturé s de)		Capaci t é équiva lente totale	Q < 10	m ³	2,3	m ³
2920	2	NC	Réfrigé ration o u compr ession (install ations d e) foncti	1 compr esseur de 5,5 kW	Puissa n c e absorb ée	P < 50	kW	5,5	kW

			onnan						
			t à des						
			pressio						
			n s						
			effecti						
			v e s						
			supéri						
			eures à						
			10 ⁵ Pa						

* : A (Autorisation) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles n° 342 et une partie de la parcelle n°12 - section E, sur une superficie totale de 5 600 m² de la commune de Puchay.

Article 1.2.3. limites de l'autorisation

Le nombre de véhicules hors d'usage non dépollués stockés sur le site est limité à 10.

Le nombre de véhicules hors d'usage dépollués stockés sur le site est limité à 100.

Tout véhicule hors d'usage ne doit pas séjourner plus de trois mois sur le site.

L'exploitant est autorisé à pratiquer les opérations liées aux activités de démolisseur (dépollution,...) définies par l'article 2 du décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 sous réserve de la possession de l'agrément prévu à l'article 9 du même décret.

Les véhicules hors d'usage entrant sur le site doivent être dépollués dans la mesure du possible dans la semaine suivant leur admission. Dans l'attente de cette opération, ils sont stockés sur une aire étanche conformément aux titres 4 et 8 du présent arrêté.

Il est interdit d'entreposer sur le site des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre, ainsi que tous produits toxiques, radioactifs, fermentescibles, explosifs, pulvérulents non conditionnés, contaminés ou ordures ménagères brutes.

Les pneumatiques sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque incendie.

Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment principal de 72 m² environ comprenant notamment, les pièces détachées et

les pièces grasses (moteur, boîtes, ...), et un poste d'accueil de 6 m²,

- une zone de stockage extérieure étanche (véhicules dépollués, ...) de 3000 m² environ,
- une zone de pesage des véhicules et engins entrants et sortants de l'établissement,

les matériaux et les quantités associées sont autorisés dans les limites suivantes :

- 200 tonnes de ferrailles ;
- 50 tonnes de métaux (cuivre, aluminium, acier inoxydable, ...) ;
- 10 tonnes de batteries ;
- 100 carcasses de véhicules hors d'usage dépollués ;
- 10 véhicules hors d'usage non dépollués ;
- 50 m³ de pneumatiques

Constats :

Contexte administratif et activités du site

L'installation a été initialement autorisée sous la **rubrique ICPE n°286** par un arrêté préfectoral du **27 octobre 2008**, rubrique qui a été supprimée en 2010. Un récépissé de droits acquis a été délivré en 2014, mentionnant la rubrique 2712-1 pour 3000 m².

Cependant, ce récépissé omet la **rubrique 2713** (stockage et récupération de métaux), pourtant essentielle aux activités existantes de recyclage de métaux de l'exploitant sur la même surface. L'exploitant avait bien **sollicité le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2713-1 dès le 25 janvier 2012** (voir photo n°30), pour une surface autorisée de 3000 m², suite à la suppression de la rubrique 167. Les installations n'ont pas été modifiées.

L'inspection constate que **cette demande n'a pas été officialisée par un récépissé de fonctionnement reconnaissant les droits acquis**. Par conséquent, la situation administrative actuelle **ne correspond ni à l'activité réelle de recyclage de métaux, ni à la demande formulée par l'exploitant**.

Afin de régulariser la situation, l'inspection propose un projet de récépissé en annexe du présent rapport.

Consistance des installations et gestion des déchets

Au regard de l'article 1.2.4 de l'arrêté d'autorisation, les observations suivantes ont été faites :

- Une **zone de stockage extérieure étanche de 3000 m²** est présente pour les véhicules dépollués.
- Une **zone de pesage** est opérationnelle pour les véhicules entrants et sortants.
- Environ **30 carcasses de véhicules hors d'usage dépollués** sont stockées (cf photo n°1).
- **Aucun véhicule hors d'usage non dépollué** n'a été constaté.
- Les **allées sont propres et dégagées**, et le **site est entièrement clos et sécurisé par un portail** (cf photos n°1, 2 et 8).
- Un **volume limité de déchets** a été observé à l'entrée du site (cf photo n°8) ; l'exploitant s'est engagé à un enlèvement immédiat.

De manière proactive, l'exploitant a communiqué le 23 juillet 2025 les photos justifiant de l'enlèvement des déchets situés à l'entrée du site (cf photos n°31 et 32).

-> Aucune anomalie n'est relevée concernant la consistance des installations et gestion des déchets.

Gestion des pneumatiques

Le stockage des pneumatiques usagés est organisé en deux points : une benne pour les pneus de véhicules légers et un lot distinct de pneus de poids lourds et de tracteurs à l'entrée du site. L'exploitant a confirmé que le **volume total est inférieur à la limite réglementaire de 50 m³**, estimant la benne à 30-35 m³ (cf photo n°10). Des factures d'enlèvements réguliers par la société Pneus Lelièvre Sarl ont été présentées (cf photo n°29) . L'exploitant a souligné les contraintes de son prestataire qui n'intervient que pour des volumes conséquents et les difficultés de reprise des pneus de poids lourds.

Le volume de pneumatiques est conforme aux limites autorisées. L'exploitant a, de manière proactive, informé l'inspection par courriel du 21 juillet 2025 qu'une solution a été trouvée pour l'enlèvement imminent des pneus de poids lourds et tracteurs, démontrant un suivi rigoureux.

Il a communiqué le 23 juillet 2025 les photos justifiant de l'enlèvement de ces pneumatiques (cf photos n°31 et 32) et le bon d'enlèvement des pneumatiques par la société Pneus Lelièvre SARL en date du 23 juillet 2025.

-> Aucune anomalie n'est relevée concernant la gestion des pneumatiques.

Gestion des batteries

12 bacs étanches et couverts, remplis principalement de batteries au plomb, ont été constatés (cf photos n°13 et 14). L'exploitant a fourni des échanges de courriels avec la société DERICHEBOURG, planifiant un enlèvement le **mardi 29 juillet 2025**, avant la fermeture prévue en août 2025. Concernant le poids, bien que chaque batterie ne soit pas pesée individuellement, une commande d'enlèvement de **10 tonnes de batteries** auprès de la société DERICHEBOURG Revival (référence 07BRO059 du 21 juillet 2025) a été présentée (cf photo n°25). L'exploitant estime que les 12 bacs représentent environ 10 tonnes. Il a expliqué que des contraintes économiques et écologiques (optimisation des trajets) l'obligent à stocker les batteries jusqu'à la limite autorisée de 10 tonnes, la société DERICHEBOURG n'effectuant pas de retraits pour de faibles quantités.

-> Aucune anomalie n'est relevée. Bien que le poids exact des batteries stockées ne soit pas disponible, les informations fournies et les limites de l'arrêté d'autorisation sont respectées.

=> L'inspection ne relève aucune anomalie significative et confirme la nécessité de délivrer un récépissé rectificatif pour régulariser la situation administrative de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Agrément VHU - Audit annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 1 et Chapitre 8.5 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

Thème(s) : Autre, Audit annuel

Prescription contrôlée :

Article 1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2014

La société MASSET dont les installations sont situées Bout du Bas à Puchay (27150), est agréée comme centre VHU pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage. L'agrément est délivré pour une durée de **6 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

À noter : En application de l'arrêté ministériel du 14 avril 2020, les exploitants déjà agréés bénéficient d'un agrément sans limitation de durée

Cahier des charges annexé à l'agrément centre VHU N° PR 27 00017 D du 21 mai 2014 délivré au centre VHU MASSET implanté sur la commune de PUCHAY :

.../...

15° L'audit annuel :

L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

CHAPITRE 8.5 Agrément de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

Dans le cadre du décret du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, l'exploitant est considéré comme démolisseur et doit donc posséder un agrément préfectoral d'une durée maximale de **6 ans** renouvelable en cours de validité.

A cet effet, et comme le demande l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, l'exploitant devra remettre à l'inspection des installations classées des attestations de conformité, délivrées par un organisme tiers accrédité, de son installation vis-à-vis des dispositions du présent arrêté et du cahier des charges annexé à l'arrêté du 15 mars 2005.

.../...

Constats :

L'exploitant a présenté le **rapport d'audit n°20923568 de Bureau Veritas, daté du 2 avril 2025**. Ce rapport identifie **six non-conformités**.

L'exploitant a contesté certaines de ces non-conformités, fournissant des justificatifs. Par exemple, concernant une prétendue absence d'attestation de capacité (article R.543-99 du Code de l'environnement), il a produit une **attestation de stage et de présence de l'APAVE du 5 mai 2014** ainsi qu'une **attestation d'aptitude n°4-TYF-2-2014-1193217 catégorie 5D du 30 avril 2014 (cf photos n°26 et 27)**. De plus, l'exploitant a **proactivement transmis le rapport d'audit à l'inspection**

le jour même de la visite, ce qui a permis de lever une non-conformité (cf rapport d'audit en annexe). Il a également expliqué que l'atteinte des taux de recyclage figurant dans le rapport était erronée en raison d'une **anomalie lors de la saisie des données dans l'outil**.

Cependant, certaines non-conformités restent à résoudre, notamment celle concernant **l'analyse de l'eau non traitée**, qui est considérée comme une priorité (se référer au point de contrôle n°7 : Collecte des effluents - Surveillance) (cf photo n°20).

-> L'exploitant a fait preuve de diligence en transmettant le rapport d'audit et en justifiant du fait que certaines non-conformités ne sont pas légitimes. Cependant, des non-conformités restent en suspens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Demande d'action corrective n°1** : Suite au rapport d'audit faisant état de non-conformités, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de soumettre, dans un délai maximum de **quatre mois**, un **plan d'actions concret et détaillé** pour la résolution complète des non-conformités légitimes et résiduelles (confirmées par l'inspection). Ce plan devra inclure :

- Les **mesures spécifiques** à mettre en œuvre pour chaque non-conformité.
- Un **échéancier précis** des actions à réaliser, avec un objectif de mise en conformité complète sous un **délai d'un an maximum** à compter de la notification du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Etat des aires de rétention et clôture - Directives d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-IV et art. 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

Thème(s) : Risques chroniques, Directives d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 41-IV de l'arrêté ministériel du 26/11/12

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

Article 8.2.3. Dispositions d'exploitation de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

Le stockage des véhicules hors d'usage s'effectue en priorité à plat (pas d'empilement). Dans tous les cas, les véhicules hors d'usage non dépollués ne doivent pas être empilés. Pour les éventuels

empilements de véhicules hors d'usage dépollués, ils sont inférieurs à 6 mètres de hauteur et sont éloignés d'au moins 10 mètres des limites de propriété.

La dépollution des véhicules hors d'usage s'effectue sur une aire couverte, étanche et munie d'un dispositif de rétention. Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention et sont couverts.

L'aire de dépollution et de démontage sera couverte dans **un délai de 12 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Des récipients sont prévus pour déposer les liquides, huiles, ... récupérés. Ces stockages doivent respecter les prescriptions de l'article 7.5.4.

Des dispositions doivent être prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention et munis de couvercles.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention. Les huiles usagées, le carburant, les acides de batteries, les fluides de circuits d'air conditionné et les autres fluides sont entreposés dans des réservoirs appropriés dotés de dispositifs de rétention et stockés dans des lieux couverts. Ces stockages doivent respecter les prescriptions de l'article 7.5.4.

Le dépôt de pneumatiques est limité à 50 m³. Une voie de circulation de largeur minimale de 8 mètres est prévue autour du dépôt.

Tout véhicule hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état sur le site plus de 3 mois.

Dans le cas où des véhicules sont découpés au chalumeau, ils devront au préalable être débarrassés de toute matière combustible et liquide inflammable. Les opérations de découpage au chalumeau doivent s'effectuer à plus de 8 mètres de tout dépôt de produits inflammables ou combustibles (pneumatiques, pièces souillées,...).

Constats :

L'inspection a constaté les points suivants :

- Les véhicules dépollués sont **empilés de manière stable**, prévenant le risque d'éboulement. Cependant, la **hauteur d'empilement dépasse 3 mètres** (cf. photo n°1).
- Les fluides extraits des véhicules hors d'usage sont stockés dans des **réservoirs appropriés, équipés de dispositifs de rétention**, dans des zones couvertes (cf photos n°11 et 12).
- L'**aire de dépollution est couverte**. L'aire principale de l'installation, d'environ **3000 m²**, est **étanche**. Le ruissellement des eaux de pluie est collecté et acheminé vers un **bac décanteur, puis un débourbeur-déshuileur** (cf photos n1 à 4).
- L'installation de **découpe au chalumeau** a été observée. L'exploitant a confirmé que le vérin en cours de découpe avait été préalablement vidé de son huile hydraulique pour prévenir tout risque d'incendie ou de pollution. Cette installation était située à **plus de 8 mètres de tout dépôt de produits inflammables ou combustibles** (pneumatiques, pièces souillées, etc.).
- Des dispositions sont en place (rétentions) pour **recueillir les hydrocarbures et autres**

<p>liquides avant tout écoulement sur le sol (cf photos n°11, 12 et 15) .</p> <ul style="list-style-type: none"> Des conteneurs étanches, couverts et robustes sont dédiés au stockage des batteries (cf photos n°13 et 14). Le volume de pneumatiques est inférieur à 50 m³ (cf. Point de contrôle n°1 : Situation administrative). Les voies de circulation sont dégagées et leur largeur est jugée suffisante (cf. photos n°1 et 2), sans mesure précise effectuée. Aucun VHU non dépollué n'était présent sur le site le jour de la visite. <p>-> La seule anomalie relevée concerne la hauteur d'empilement des véhicules dépollués qui dépasse la limite autorisée de 3 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande d'action corrective n°2 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réduire la hauteur des empilements de véhicules dépollués à un maximum de trois mètres, conformément aux prescriptions. L'exploitant devra transmettre une justification de la mise en conformité (par exemple, des photos) dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent rapport d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Etat des aires de rétention et clôture - Caractéristiques des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 10 de l'arrêté du 26 novembre 2012 Caractéristique des sols. Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté les points suivants concernant les caractéristiques des sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sols des emplacements de dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués : Aucun VHU non dépollué n'était présent sur le site le jour de la visite. Néanmoins, l'aire principale de 3000 m², qui pourrait accueillir ces véhicules temporairement, est constituée d'un matériau étanche et équipée d'un système de collecte des eaux vers un décanteur-débourbeur-déshuileur. Pour plus de détails, se reporter au point de contrôle n°3. Sols des aires de démontage : L'aire de dépollution et de démontage est couverte et reliée à l'aire de rétention principale de 3000 m². Pour plus de précisions, se reporter au point de contrôle n°3. Sols des aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules : Les

fluides extraits sont entreposés dans des réservoirs appropriés sur des dispositifs de rétention et dans des zones couvertes (cf photos n°11 et 12). Des conteneurs étanches, couverts et robustes sont dédiés aux batteries (cf photos n°13 et 14). Pour des informations détaillées, se reporter aux **points de contrôle n°1 et n°3**.

-> Les exigences concernant l'imperméabilité et la présence de rétention pour les sols des zones concernées ont été vérifiées et sont conformes aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté du 26 novembre 2012, tel que constaté lors des points de contrôle précédents. Aucune anomalie n'a été relevée spécifiquement sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des aires de rétention et clôture - Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15 et art. 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation

Prescription contrôlée :

Article 15 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Clôture de l'installation.

L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.

Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.

Article 7.3.1. Accès et circulation dans l'établissement de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2008

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de stockage.

L'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Dans le cas où la clôture n'est pas susceptible de masquer les stockages de véhicules hors d'usage, elle est doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

Constats :

L'inspection a constaté que le site est **entièrement clos et dispose d'un portail**, constituant l'accès principal. Les **allées sont dégagées et propres**, facilitant la circulation des engins de secours (cf photos n°1, 2 et 8). L'exploitant a indiqué réaliser des exercices avec les services d'incendie et de secours, ce qui confirme l'adéquation des accès pour ces interventions.

La surface de l'installation, d'environ **3000 m²**, est inférieure au seuil de 5000 m² mentionné dans l'arrêté du 26 novembre 2012, rendant l'exigence des 4 mètres de distance des dépôts par

rapport à la clôture non directement applicable.

Concernant la sécurité, l'inspection a noté la présence d'une **caméra dôme de vidéosurveillance** (cf photo n°9) et l'exploitant a déclaré avoir installé **six détecteurs de mouvements** qui, selon ses dires, réagissent même au vent, attestant de leur sensibilité. La proximité de l'habitation de l'exploitant (à 10 mètres) renforce la surveillance du site.

Enfin, une **haie d'une hauteur supérieure à 2,5 mètres** a été constatée (cf photo n°2), assurant à la fois une protection physique et une bonne intégration visuelle de l'installation. L'accès principal, constitué d'un large portail, est **fermé en dehors des heures d'ouverture** (cf. photo n°8).

-> L'inspection considère que le risque d'intrusion est maîtrisé et que l'installation respecte globalement les prescriptions relatives à la clôture et aux accès. Aucune anomalie n'a été relevée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte des effluents - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article 4.3.4 et art. 27 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement de l'arrêté du 27/10/2008

Le suivi et l'entretien des installations de traitement interne et notamment des séparateurs d'hydrocarbures sont confiés à un personnel compétent disposant d'une formation. Ces installations sont régulièrement et rigoureusement entretenues.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et les résultats portés sur un registre (analyses des rejets notamment).

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 27 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Collecte des eaux pluviales.

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de

l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a confirmé que l'exploitant assure régulièrement l'entretien de ses installations de traitement des eaux. Le bassin décanteur primaire a été curé le 10 mars 2022 par la société **DUBUC Vidange**, comme en attestent les photos et justificatifs présentés.

De plus, le **débourbeur-déshuileur a été curé le 15 mars 2025** par la même société, comme le prouve la facture n°00202503037 (pompage et nettoyage séparateur d'hydrocarbures) (voir photo n°21). La facture précédente, datée du 22 février 2024, confirme bien la régularité annuelle de cette vidange.

Analyses des rejets et implications

Cependant, il est important de noter que le **dernier rapport d'analyse LABÉO disponible (n°03984 du 18 mars 2020, cf. Point de contrôle n°7 : Collecte des effluents - Surveillance)** a révélé des dépassements significatifs des limites autorisées à l'époque (voir photo n°20) :

- **DCO : 292,9 mg/l** pour une limite autorisée de 125 mg/l.
- **MES : 49 mg/l** pour une limite autorisée de 35 mg/l.
- **Hydrocarbures : 20,6 mg/l** pour une limite autorisée de 5 mg/l.

L'exploitant a également justifié le curage du bassin décanteur primaire pour un **volume important, estimé à environ 23 tonnes** selon le devis. Ces résultats, valables jusqu'en 2022, suggèrent fortement que **la fréquence de curage du bassin décanteur primaire n'était pas adaptée à la charge de pollution** durant cette période. Bien que ces données soient antérieures, elles sont cruciales pour la planification et l'anticipation des futures opérations de curage.

Réserve d'eau incendie et bassin décanteur primaire

Concernant la réserve d'eau incendie, **aucune trace d'irisation n'a été relevée** (voir photo n°7), ce qui est un point positif mais ne constitue pas une analyse.

Néanmoins, des **traces de boues sont visibles en surface du bassin décanteur primaire** (voir photos n°3 et 4), situé juste en amont de cette réserve. Face à cette observation et à l'**absence d'analyses récentes** (voir point de contrôle n°7), l'inspection demande à l'exploitant de **réévaluer et d'ajuster la fréquence de curage de ce bassin**. L'objectif est d'assurer un traitement optimal des effluents et une meilleure planification des interventions, en s'appuyant sur les enseignements d'analyses récentes.

-> En somme, bien que l'entretien du séparateur d'hydrocarbures soit régulier, les analyses historiques de 2020 mettent en lumière une efficacité insuffisante du traitement des effluents à cette période, potentiellement due à une fréquence de curage sous-optimale du bassin décanteur primaire. L'apparition de boues en surface aujourd'hui, couplée à l'absence d'analyses récentes, renforce la nécessité pour l'exploitant d'adapter ses fréquences de curage afin de garantir la

conformité et l'efficacité continue de ses installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Observation n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de réévaluer et d'adapter la fréquence de curage du bassin décanteur primaire afin d'assurer un traitement efficace des effluents, en se basant sur les enseignements tirés des résultats d'analyse (cf. Point de contrôle n°7 : Collecte des effluents - Surveillance) pour une meilleure planification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des effluents - Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 33. Art. 4.3.10 de l'arrêté du 27 octobre 2010
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.
Prescription contrôlée : Article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 Valeurs limites de rejet. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO ₅ : 800 mg/l. Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l ; DCO : 125 mg/l ; DBO ₅ : 30 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Article 33 de l'arrêté du 26 novembre 2012 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Extrait de l'article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des Eaux pluviales de l'arrêté du 27 octobre 2010

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Les eaux pluviales chargées et non polluées et les eaux de lavage respectent avant rejet dans le milieu naturel les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration maximale* (mg/l)
MES	35
DCO	100
Hydrocarbures totaux	5
M é t a u x t o t a u x (Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+Cd+Pb+Sn)	15

* concentration moyenne journalière

Constats :

L'inspection constate que le **dernier rapport d'analyse des eaux communiqué par l'exploitant en séance est le rapport LABÉO n°03984, datant du 18 mars 2020** (voir Point de contrôle n°6) (cf photo n°20). L'inspection n'a pas connaissance d'autres rapports plus récents. Depuis cette date, **aucun contrôle annuel n'a été effectué**, ce qui constitue un **non-respect de la prescription**

exigeant une mesure annuelle par un organisme agréé.

Ce rapport de mars 2020 révélait des **valeurs mesurées significativement supérieures aux limites autorisées à l'époque** :

- **DCO : 292,9 mg/l** pour une limite autorisée de 125 mg/l.
- **MES : 49 mg/l** pour une limite autorisée de 35 mg/l.
- **Hydrocarbures : 20,6 mg/l** pour une limite autorisée de 5 mg/l.

Les **valeurs limites à respecter** pour le rejet au milieu naturel figurent dans la prescription contrôlée (Article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 et Article 4.3.10 de l'arrêté du 27 octobre 2010). Il convient de toujours prendre les **prescriptions les plus restrictives** afin de répondre aux exigences des deux arrêtés en vigueur.

L'exploitant s'est engagé à faire procéder à une **analyse des eaux pluviales en urgence sous deux mois maximum**, dont acte.

Le 23 juillet 2025, l'exploitant informe l'inspection de la commande d'une prestation d'analyse des effluents auprès d'un laboratoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Demande d'action corrective n°3** : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire procéder à l'**analyse des eaux conformément aux critères retenus dans la prescription applicable (rejet au milieu naturel par infiltration)**, en tenant compte des valeurs limites les plus restrictives définies par les arrêtés. Cette analyse devra être réalisée dans un délai maximum de **deux mois**.

Suite à la réception des résultats, l'exploitant devra les **communiquer à l'inspection**. En cas de dépassement des valeurs limites autorisées, l'exploitant devra proposer un **plan d'actions correctives** incluant les mesures spécifiques à mettre en œuvre et un échéancier précis des actions, avec un objectif de **résolution complète sous quatre mois maximum**. Ce plan devra également considérer l'**adaptation de la fréquence de curage du bassin décanteur primaire** si les résultats d'analyse l'indiquent nécessaire (voir Point de contrôle n°6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2008, article 7.6.3, 7.6.3.1, 7.6.3.2 et art. 20 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

Article 7.6.3. Ressources en eau et mousse

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

Article 7.6.3.1. Défense incendie

- 1 poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NFS.61.213) piqué sur une canalisation assurant

un débit unitaire minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200) placé à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Un débit total minimum de 60 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.

En cas d'impossibilité d'assurer les débits minimaux susmentionnés, l'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau de 120 m³ présentant les caractéristiques suivantes :

- l'accès et l'utilisation de cette eau doit se faire sans exposition du personnel d'intervention à un quelconque danger,
- 1 plate-forme d'utilisation offrant une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée d'un engin de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu,
- ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès,
- il doit être signalé et curé périodiquement,
- la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres,
- le volume d'eau contenu dans cette réserve doit rester constant en toute saison.

Article 7.6.3.2. Défense incendie intérieur

Des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 litres de produit extincteur pour 200 m² de plancher. La distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 mètres.

Des extincteurs adaptés doivent notamment se trouver à proximité des dépôts de véhicules et des stockages de liquides inflammables.

Les extincteurs doivent être visibles et accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Article 20 de l'arrêté du 26 novembre 2012

« I. Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. »

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction

est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de réserve d'eau incendie (**bassin de 120 m³**) (cf photo n°7). Ce bassin est **clôturé et dispose d'un portillon** (cf photo n°5). Son volume n'a pas été précisément mesuré, mais il était **visiblement rempli** le jour de l'inspection.

Une **cuve de 1000 litres** a été observée à proximité de l'aire de découpage des pièces (chalumeau) (cf photo n°19). L'exploitant a déclaré posséder une seconde cuve de 1000 litres.

La **plateforme d'utilisation de 32 m² (4x8 m)**, destinée au stationnement des engins du SDIS, était **dégagée**, et la **voie engin était libre et sans encombrement** (cf. photo n°6).

L'exploitant a mentionné l'existence d'un poteau incendie supplémentaire. Bien que la présence du bassin assure une autonomie suffisante et que ce poteau soit un moyen additionnel, l'inspection suggère de manière **optionnelle** à l'exploitant de solliciter auprès de la commune ou de la communauté de communes le rapport de test (débit et pression) de ce poteau. L'exploitant a également informé l'inspection de la **réalisation d'exercices avec les sapeurs-pompiers**.

Concernant les équipements internes, les **extincteurs portatifs font l'objet de vérifications périodiques annuelles**, comme en atteste le rapport de vérification de la société ABAFLAM SARL du 25 avril 2025 (cf photo n°18, 22 et 28), la précédente visite ayant eu lieu le 23 avril 2024. Le **registre de sécurité est renseigné et les consignes sont affichées** (cf photos n°15, 16, 17 et 22). Enfin, l'exploitant a présenté un **bac à sable**.

-> L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie vérifiés est globalement conforme aux prescriptions. Aucune anomalie n'a été relevée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012

I. Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant nous a présenté les **moyens de lutte incendie en place** (voir point de contrôle n°8) et a montré les **consignes de sécurité affichées** (voir photos n°15 à 17). Selon ses déclarations, les sapeurs-pompiers connaissent déjà bien le site grâce à des exercices réguliers.

Cependant, l'exploitant n'avait **pas connaissance de l'exigence récente concernant le plan de défense incendie** et n'a donc pas pu présenter un document conforme à l'article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012.

Nous avons pris acte de l'engagement de l'exploitant à établir ce plan tel que décrit dans la prescription et à le transmettre aux services d'incendie et de secours.

-> De manière proactive, l'exploitant a déjà transmis à l'inspection, le 23 avril 2025, l'ébauche d'un plan de défense incendie pour avis. Cette démarche anticipée est un signe positif de sa volonté de se conformer aux exigences.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Demande d'action corrective n°4** : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de **réaliser un plan de défense contre l'incendie détaillé et conforme à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012**. Ce plan devra ensuite être **communiqué aux services d'incendie et de secours (SDIS)**.

L'exploitant devra **justifier de la réalisation et de la transmission de ce plan à l'inspection sous quatre mois maximum** à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 et 7.3.3 de l'arrêté du 27 octobre 2008

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques

Prescription contrôlée :

Article 18 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Article 7.3.3. Installations électriques - mise à la terre de l'arrêté du 27 octobre 2008

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et notamment le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisé par la société **Apave le 3 février 2025**. Ce rapport comprenait **trois observations mais aucune non-conformité (cf photo n°24)**.

Les visites de contrôle sont dûment consignées dans le registre de sécurité (cf photo n°23). La vérification précédente ayant eu lieu le 3 janvier 2024, cela atteste d'un **contrôle régulier et annuel** des installations.

-> L'inspection ne relève aucune anomalie concernant la vérification des installations électriques.

Type de suites proposées : Sans suite